

Fait à Paris, le 6 juillet 2000.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des pêches maritimes
 et de l'aquaculture,*
 J.-M. AURAND

Arrêté du 7 juillet 2000 fixant les droits d'inscription à l'examen du brevet de technicien supérieur agricole organisé par le ministère de l'agriculture et de la pêche

NOR : AGRE0001084A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural ;

Vu l'article 48 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951, et notamment les alinéas 3 et 4 ;

Vu l'article 50 de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les candidats à l'examen du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA), à l'exception des élèves boursiers, sont assujettis à des droits d'inscription dont le taux est fixé à 150 F.

Art. 2. – Le montant du droit de l'examen figurant au précédent article est acquitté par l'apposition, sur la demande d'inscription, de timbres fiscaux.

Art. 3. – L'arrêté du 22 septembre 1997 fixant les droits d'inscription aux examens organisés par le ministère de l'agriculture est abrogé.

Art. 4. – Le directeur du budget et le directeur général des impôts au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, le directeur général de l'enseignement et de la recherche et la directrice des affaires financières au ministère de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juillet 2000.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
 JEAN GLAVANY

*Le ministre de l'économie,
 des finances et de l'industrie,*
 LAURENT FABIUS

Arrêté du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier

NOR : AGRB0001237A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et de la pêche et la secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissement public ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n° 2000-675 du 17 juillet 2000 pris pour l'application de l'article 10 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n° 2000-676 du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les barèmes régionaux prévus à l'article 2 du décret n° 2000-676 du 17 juillet 2000 sont déterminés, pour chaque type d'opération, par l'application d'un taux de subvention compris entre 20 et 50 % au coût estimatif moyen des travaux hors taxes fixé au niveau régional.

Ce taux de subvention de base peut être majoré de 10 points pour chacune des opérations suivantes :

Opérations collectives d'investissement ;

Opérations en zone de montagne et remplissant les conditions de handicap de relief ou de desserte fixées au niveau régional ;

Opérations dans les zones géographiques prioritaires retenues pour l'attribution des aides communautaires au développement rural ;

Opérations dans les zones classées en zone spéciale de conservation (ZSC) ou en zone de protection spéciale (ZPS) au sein du réseau communautaire Natura 2000, lorsqu'elles s'inscrivent dans le cadre d'un engagement contractuel avec un propriétaire pour la mise en œuvre d'un contrat d'objectif ;

Opérations conduites dans le cadre d'un contrat liant l'Etat et les partenaires économiques pour renforcer la compétitivité de la filière de production sur un territoire identifié et pour une durée déterminée, selon les formes fixées par la loi.

Ces majorations du taux de subvention de base sont cumulables dans la limite de 20 points. Le taux maximal théorique de la subvention du budget de l'Etat, après majoration, est plafonné à 70 %.

Art. 2. – Dans le cas d'opérations complexes, les travaux peuvent donner lieu à l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel compris entre 20 et 50 % du montant hors taxes du devis agréé par l'administration. Ce taux de subvention peut être majoré dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 1^{er}.

Art. 3. – Les critères techniques d'éligibilité aux aides visées à l'article 3 du décret n° 2000-676 du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier sont arrêtés au niveau régional par les préfets de région.

Le maître d'ouvrage des opérations d'investissement forestier doit solliciter l'accord préalable de l'administration pour toute modification du devis initial agréé.

Art. 4. – Les bénéficiaires des aides au boisement ou au reboisement sont tenus de rembourser tout ou partie du montant de l'aide reçue dans les conditions définies à l'article 4 du décret n° 2000-676 du 17 juillet 2000 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier s'il est constaté pendant la durée d'engagement de quinze ans que, sauf cas de force majeure, la densité du peuplement est inférieure aux densités minimales fixées au niveau régional.

Art. 5. – Le directeur de l'espace rural et de la forêt et le directeur du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juillet 2000.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
 JEAN GLAVANY

*Le ministre de l'économie,
 des finances et de l'industrie,*
 LAURENT FABIUS

La secrétaire d'Etat au budget,
 FLORENCE PARLY